



**Commune de
SAINT AVE**

**AVENANT N°3
au contrat de délégation par affermage
du service public d'assainissement collectif**

ENTRE :

La **Commune de Saint-Avé**, représentée par son Maire Madame Anne GALLO, autorisée à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2014, et désignée dans ce qui suit par l'abréviation "la collectivité",

d'une part,

ET :

Veolia Eau – Compagnie Générale des eaux, Société en Commandite par actions dont le siège social est à NANTERRE (92735) 163-169 avenue Georges Clémenceau, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 572 025 526, représentée par Monsieur Alexandre LE STER, Directeur du Centre Bretagne, agissant au nom et pour le compte de la Société, désignée dans le texte qui suit par l'appellation "le délégataire",

d'autre part,

PREAMBULE

La Commune de Saint-Avé a confié la gestion de son service public d'assainissement collectif à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par contrat d'affermage en date du 14 novembre 2006.

Ce contrat prend fin le 31 décembre 2016 conformément aux dispositions de l'avenant n°2.

La Commune de Saint-Avé, par délibération du conseil municipal en date du 22 septembre 2016 a décidé d'assujettir l'activité Assainissement Collectif à la taxe sur la valeur ajoutée, suite aux nouvelles dispositions réglementaires en la matière (instruction de la Direction de la Législation Fiscale n°BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-10-2013080 du 1er août 2013).

Ainsi, il y a lieu d'adapter contractuellement par voie d'avenant les dispositions relatives à la TVA pour le contrat d'affermage susmentionné.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Compte tenu de la délibération prise par le conseil municipal de la commune de Saint-Avé, citée dans l'exposé et relative à l'assujettissement du service à la TVA, le présent avenant a pour but de modifier les articles 8.3 et 10.2.2 du contrat d'affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif, afin d'acter la suppression du dispositif de transfert du droit à la déduction de la TVA et la révision des modalités de gestion de la surtaxe de la collectivité (appelée aussi « part collectivité »).

ARTICLE 2 – ASSUJETISSEMENT À LA TVA

Les dispositions de l'article 10.2.2 "Transfert du droit à déduction" sont annulées et remplacées comme suit :

La collectivité, qui met à disposition ses installations à titre onéreux, exerce une activité taxable à la TVA et, à ce titre, ne transfère pas au fermier le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les investissements qu'elle a financés pendant la durée du présent contrat (BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-10-20130801 §93).

ARTICLE 3– GESTION DE LA PART COLLECTIVITE

A compter de la date d'effet du présent avenant, compte tenu de l'assujettissement du service à la TVA et de ses conséquences sur la gestion de la part collectivité précisées par l'instruction fiscale du 1^{er} août 2013, **les dispositions de l'article 8.3 "Part perçue pour le compte de la collectivité" du contrat sont annulées et remplacées comme suit :**

8.3.1.-Dispositions générales :

Le délégataire est tenu de percevoir, pour le compte de la collectivité auprès des abonnés, la "part collectivité" s'ajoutant à sa rémunération.

La collectivité notifie au délégataire le tarif correspondant au plus tard un mois avant le début de la période de consommation. En l'absence de cette notification dans ce délai, le délégataire reconduira le tarif de l'année précédente.

La part collectivité ou "surtaxe" pourra comporter une part fixe et/ou une part variable.

Le reversement des surtaxes perçues par le délégataire pour le compte de la collectivité constitue la contrepartie de la mise à disposition des installations; elles sont donc soumises à la TVA au taux de droit commun visé par l'article 278 du CGI. Ce service doit donner lieu à une facturation de la collectivité envers le délégataire, qui doit reverser à la collectivité les montants toutes taxes comprises facturés aux usagers.

Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I- 2 du CGI, un mandat d'autofacturation est confié par la collectivité au délégataire selon les dispositions spécifiques d'autofacturation précisées au 8.3.2 ci-après.

La TVA ainsi collectée et facturée par la collectivité sera alors déductible dans les conditions de droit commun par le délégataire (article 271 du CGI).

8.3.2.-Autofacturation du délégataire :

L'autofacturation du délégataire est régie selon les dispositions ci-après :

- Le délégataire procédera au paiement des surtaxes sur la base d'une facture établie au nom de la collectivité conformément aux articles 289 I-1 et 2 du CGI.
- La collectivité donne mandat au délégataire d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures initiales et les éventuelles factures rectificatives liées aux redevances/surtaxes qui lui seront versées par le délégataire dans le cadre du contrat.

- Les factures émises par le délégataire comporteront la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le délégataire au nom et pour le compte de la collectivité. A cet effet la mention AUTOFACTURATION y sera apposée. La TVA au taux de 20% (taux en vigueur à la date d'effet du présent avenant) y figurera.
- À chaque échéance contractuelle de reversement de la part collectivité, le délégataire s'engage à adresser à la collectivité un duplicata de la facture. Le délégataire éditera la facture d'autofacturation et procèdera à son règlement envers la collectivité au plus tard dans le délai de 5 jours après son émission.

Chaque versement sera accompagné d'une note justificative donnant :

- Le montant et l'assiette des factures émises pour chaque période d'abonnement ou de consommation,
- le détail des montants encaissés reversés en distinguant abonnement, part proportionnelle et chaque période d'abonnement ou de consommation ainsi que les déductions faites des non-valeurs éventuellement émises.
- La collectivité délégante s'engage expressément :
 - à réclamer immédiatement le double de la facture si cette dernière ne lui est pas parvenue,
 - à communiquer au délégataire, la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique et notamment à fournir au délégataire le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA.
 - et à signaler toute modification dans les mentions concernant son identification.
- Le délégataire s'oblige à utiliser une séquence de facturation chronologique et continue distincte pour chacun de ses délégants pour la facturation faite pour son compte propre. En conséquence, les factures émises porteront un code spécifique suivi d'une numérotation continue.
- Le délégataire respectera les dispositions légales et réglementaires définies par le Code Général des Impôts et par la réglementation économique (article L441-3 et suivants du Code de Commerce). Il s'engage à supporter les conséquences financières du non-respect de cette réglementation qui pourraient être mises à la charge du délégant par l'administration fiscale. Sa responsabilité ne pourrait, en revanche, être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par le mandant des éléments permettant l'établissement des factures.
- Les factures objet du mandat de facturation feront l'objet d'une acceptation tacite par la collectivité délégante. Cette acceptation résultera d'une absence d'observation formulée par la collectivité sur les factures reçues dans le délai de 15 jours.
- La collectivité aura le droit de contrôler le produit de la surtaxe et les délais de reversement en se faisant présenter ou transmettre les registres de quittance.

L'absence de paiement dans les délais impartis entraînera, de plein droit et sans mise en demeure, l'application d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal.

Les éventuels impayés et régularisations sur facture relative à la facturation d'une période sont pris en compte dans le cadre de l'état récapitulatif de la période suivante.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les autres clauses du contrat, non modifiées par le présent avenant, sont et demeurent applicables.

ARTICLE 4 – DATE D’EFFET DE L’AVENANT

Le présent avenant est exécutoire de plein droit à compter du 1^{er} octobre 2016.

Fait à Rennes, le

**Pour la commune de Saint-Avé
Le Maire,
Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne,**

Anne GALLO

Pour le délégataire,

Alexandre LE STER